

La présence internationale de l'IRMC depuis Tunis

La dimension internationale de l'IRMC

L'IRMC accueille des chercheurs francophones, des doctorants et des boursiers, de tous pays. Il constitue un outil exceptionnel de coopération (seule la France dispose de ce type d'institut à l'étranger), et est un lieu privilégié de production et de diffusion pluridisciplinaires et internationales des savoirs en sciences de l'homme et de la société.

Des thématiques transversales et internationales

Les programmes de recherche développés par l'IRMC depuis 1992, ont toujours répondu à des préoccupations d'actualité internationale, ne cédant ni à la tentation du localisme ni à celle de l'analyse d'opinion. Cette internationalisation s'est concrétisée dans des partenariats institutionnels d'abord enracinés depuis la Tunisie. Citons pour exemple dans les années 1990 la recherche avec l'INRAT sur les politiques agricoles et les effets de la mondialisation sur les sociétés rurales dans l'espace méditerranéen dans le cadre du programme MOST de l'Unesco. Ou encore celle menée avec l'IPSI sur les techniques de communication et les médias au Maghreb ; ou sur les villes et les communautés locales maghrébines avec le groupe de recherche (GRVCL) de l'Université du 9 avril, qui deviendra le laboratoire DIRASET. À la charnière des années 2000, où s'intensifient l'intérêt de la France pour le partenariat en Méditerranée avec la Conférence de Barcelone, et les échanges entre communautés scientifiques du Nord et du Sud, par l'ouverture de l'espace euromaghrebain à l'espace euro méditerranéen, se développent des recherches sur les migrations internationales avec l'université de Sousse, sur les flux de compétences et le retour des diplômés tunisiens sur les ingénieurs au Maghreb avec l'INTES. Au cours des années 2000, l'accent des comparaisons internationales sera mis sur les analyses historiographiques avec les universités du 9 avril et de La Manouba ainsi que l'ISHMN, sur le droit et pluralisme juridique avec la Faculté des sciences juridiques de Carthage puis la Faculté des sciences juridiques et politiques

de Tunis, sur les pratiques de la langue avec l'EHESS et l'Université de La Manouba, sur les formes de gouvernance mondialisée et de cultures d'entreprise avec l'ISG, les industries numériques et les économies émergentes avec SupCom. Les recherches de l'IRMC ont dès 2005 été dynamisées par les programmes FSP « Appui à la coopération pour la recherche en sciences humaines et sociales entre le Maghreb et la France ». Il y avait là une politique du MAEE français d'une part de renouveler la connaissance française sur le Maghreb et d'autre part de développer la coopération avec les chercheurs maghrébins sur des approches thématiques comparées. Deux recherches internationales ont ainsi été introduites sur l'espace euro maghrébin : l'une sur « Dynamique d'agglomération des activités productives et gouvernance territoriale », l'autre sur « Les étudiants étrangers » entre autres avec les universités de Sfax et de Sousse.

Du franco-tunisien au régional Maghreb et à l'international

C'est ainsi que depuis Tunis, l'IRMC a offert des potentialités de coopérations avec les institutions françaises tout d'abord. Ce fut le cas avec URBAMA (Tours), l'EHESS, l'IISM (Paris), la MMSH et l'IREMAM (Aix-en-Provence), l'IRD, l'Université de

Montpellier, l'IEP d'Aix-en Provence, l'Université de Toulouse, de Lyon, le CNAM de Paris, l'Université de Rennes, de Franche-Comté etc... Et ces attaches de l'IRMC avec la recherche française en firent un attracteur pour les Tunisiens et les Maghrébins, le maillon fort d'une chaîne de coopération. L'IRMC fonctionnait alors, depuis son siège de Tunis, comme lieu d'expressions inter sociétales et d'acquisition du métier de chercheur, outil d'accompagnement à la recherche et de confrontation des générations entre seniors et juniors. En témoignent les 12 formations doctorales internationales (20 à 50 doctorants) proposées depuis sa création. Citons aussi l'organisation de conférences et l'invitation de personnalités internationales de prestige, l'accueil de chercheurs étrangers en mission et leur mise en contact avec leurs homologues tunisiens. Notons encore en aval de la politique systématique de publications (50 ouvrages), la parution depuis 2005 de la publication annuelle *Alfa* puis *Maghreb et sciences sociales* croisant des publications multinationales, et enfin la *Lettre* trimestrielle comme support du rôle d'interface et de valorisation joué par l'IRMC entre les communautés scientifiques maghrébines et européennes.

Le but dès la création de l'Institut était que celui-ci s'insère en profondeur dans le tissu intellectuel maghrébin dans un contexte où l'Algérie se trouvait verrouillée. Une



Conférence de Michaël Bechir Ayari et Sarah Ben Nefissa, IRMC, décembre 2011.

La présence internationale de l'IRMC depuis Tunis

antenne avait été créée à Rabat, avant qu'elle ne s'autonomise en 1997. Par la suite l'IRMC n'en n'a pas moins assuré sa vocation régionale qui s'est confirmée par un bulletin et un conseil scientifique communs avec le CESH de Rabat (futur CJB), ainsi que par le maintien de recherches comparatives, d'enquêtes et de liens avec le Maroc. Une coopération fut amorcée à la fin des années 1990 avec le CENEAP d'Alger, le CRASC d'Oran, puis avec le *Markez El Jihad* de Tripoli et l'Université d'Aix-en-Provence, par l'intermédiaire d'une allocataire de recherche en histoire. C'est ainsi que se développa un espace scientifique à l'échelle du Maghreb et à partir de Tunis, confortant une complémentarité entre les dimensions tunisienne et maghrébine de l'Institut. C'est très certainement cette forte dimension régionale, de coopération multilatérale, qui a distingué l'IRMC, l'a fait accepter par la communauté intellectuelle et l'a sauvé des risques de compromis politique dans la Tunisie de Ben Ali où, de toute manière toute recherche bilatérale eut été vouée à

à l'instrumentalisation, à la dépendance et à l'échec. Il prônait alors le comparatisme et la dimension méditerranéenne. Ces enjeux faisaient sens non seulement en Tunisie mais au Maghreb et au-delà, et redéfinissaient le pourtour d'une communauté scientifique transnationale et métissée, intégrant aussi des partenaires français du Proche et Moyen Orient tels l'IFPO à Damas et Beyrouth et le CEDEJ au Caire. L'Institut est alors représenté « comme un lieu d'ouverture et d'échanges préfigurant les laboratoires mixtes », une voie d'accès, pour les chercheurs tunisiens, à des réseaux internationaux.

Par delà les frontières, un trait d'union

L'IRMC a été un vivier de chercheurs. Outre ses propres personnels, intégrés dans les institutions françaises ou tunisiennes, de très nombreux chercheurs étrangers (italiens, espagnols, allemands, anglais et américains) y ont été accueillis et sont devenus professeurs ou chefs de laboratoires. Le recrutement des chercheurs tunisiens

détachés (1 gestionnaire, 2 économistes, 1 sociopolitologue, 1 historien, 1 géographe, 1 sociologue), tout comme celui des français affectés à l'Institut (14 chercheurs) a consolidé leur expérience de l'international et de la pluridisciplinarité (ouverture de l'économie sur la sociologie, de l'histoire et de la géographie sur les sciences sociales). Ainsi parlait un collègue tunisien : « Ma mission à l'IRMC était de monter un programme pluridisciplinaire, j'étais historien et l'ouverture sur d'autres savoirs m'a transformé complètement ». De même le montage de leurs programmes, par la mise en réseaux à la fois nationaux et internationaux, les a constitués en



« passeurs » vers la communauté scientifique tunisienne, maghrébine ou française, tout en s'inscrivant avec leur institution d'origine dans des échanges Sud/Sud, et en accordant ainsi une plus grande visibilité à leurs propres travaux. Dès ses débuts, l'IRMC a recruté des chercheurs tunisiens avec le souci qu'ils ne s'isolent pas de l'Université tunisienne et, bien au contraire, qu'ils constituent des points de relai avec celle-ci, en gardant un enseignement à l'université. C'est là un des points forts de la présence de l'IRMC qui a contribué à l'engagement international des chercheurs tunisiens : « Avant l'IRMC, nous avions des rapports avec la France par les actions de coopération universitaire dans le cadre du CMCU. Mais on n'avait pratiquement aucun rapport avec les collègues maghrébins. Et c'est grâce à la dimension maghrébine de l'IRMC, notamment avec son antenne à Rabat, que nous avons pu nouer des relations Sud/Sud notamment avec les collègues algériens, marocains et même un mauritanien, nous les avons reçus et ils nous ont reçus par le biais et avec l'aide de l'IRMC » (chercheur

tunisien détaché à l'IRMC). Plus encore, le détour par l'international a suscité un rapprochement vers les nationaux : « le passage à l'IRMC en m'ouvrant à des réseaux internationaux m'a rapproché de la communauté scientifique tunisienne » (chercheur tunisien détaché à l'IRMC). À ce titre, l'IRMC a toujours été plus qu'un partenaire bilatéral, par sa nécessité de maintenir dans l'espace de coopération franco-tunisienne, une coopération franco-maghrébine et internationale. L'internationalisation apparaît alors comme un outil de légitimité et de valorisation des liens bilatéraux franco-tunisiens. Il faut insister sur cette vocation privilégiée de l'Institut par delà les frontières, comme trait d'union entre chercheurs du Nord et chercheurs du Sud, eux-mêmes rattachés à une communauté qui est celle de la recherche transnationale en sciences de l'homme et de la société. Telle a été la vocation de l'Institut ces vingt années, en renforçant les SHS par la création de réseaux thématiques scientifiques internationaux. C'est là toute la fonction des réseaux, de sortir des coupures nationales et d'agir en transfrontaliers. À cet

égard, l'IRMC défend une politique d'actions multilatérales : 10 nationalités de chercheurs l'ont fréquenté. Ses travaux de recherches ont porté sur autant de pays. Ses missions en Algérie ou en Libye incluent des Tunisiens à chaque déplacement en encourageant les rencontres et les relations Sud/Sud à Alger, Rabat, Tripoli, Tunis ou Paris. Il y joue un rôle de *hub* à l'échelle maghrébine, « synapse », lieu de connexions et d'échanges.

On peut dire en ce sens, que le rayonnement de la France en Tunisie et au Maghreb est aussi passé par une coopération avec des institutions non françaises. Cette présence de la France, ailleurs que depuis la France ou ses institutions diplomatiques à l'étranger, ailleurs que dans le seul « bilatéral » jouant comme support des relations internationales, a valorisé l'IRMC comme passeur, relais et intermédiaire, faisant de lui un fer de lance du multilatéralisme scientifique.

Pierre-Noël Denieul

La présence internationale de l'IRMC depuis Tunis

Maroc

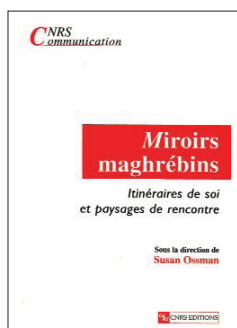
Réflexions sur l'itinéraire



Susan OSSMAN

est professeur en anthropologie et directrice du Département des Global Studies à l'Université de Californie Riverside. Elle a été chercheuse et directrice de l'IRMC-Rabat de 1993 à 1996.

Miroirs maghrébins, itinéraires de soi et paysages de rencontre : le titre de l'ouvrage issu du programme de recherche sur les pratiques culturelles que j'ai dirigé de 1993 à 1996 à l'IRMC, résume bien mon expérience de cette institution.



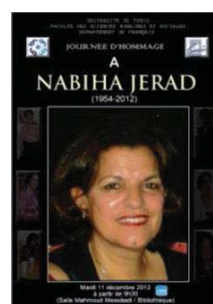
Miroirs : notre travail de recherche est à la fois un « miroir » de ce que nos études peuvent nous permettre de collecter, sentir et énumérer du monde et une participation à un monde collectif de la recherche. Avec une ambition intellectuelle certaine, Michel Camau et Anne-Marie Planel ont mis en place une structure souple, où la jeune chercheuse que j'étais pouvait se sentir libre d'engager l'Institut lui-même comme une sorte de laboratoire pour tester des modes de collaboration, pour expérimenter des conceptions insolites de travail collectif, pour mélanger des disciplines et des traditions nationales de la recherche afin de dessiner divers « Maghreb » à partir de problématiques de recherche à même de dégager des connaissances.

Itinéraires de soi : depuis lors, mon itinéraire m'a amenée à entreprendre beaucoup d'autres projets en Europe, dans le monde arabe, en Amérique du Nord. En filigrane de ces projets sur la globalisation, les médias et les migrations, je perçois une dynamique rendue imaginable par la liberté de réflexion et d'action qui m'avait été offerte à l'IRMC, il y a si longtemps. Qui aurait imaginé que la jeune franco-américaine fraîchement diplômée que j'étais, qui passait ses journées dans des salons de coiffure à Casablanca, Paris ou le Caire, aurait vu se voir confier la tâche de fonder l'antenne du nouvel Institut à Rabat ? La confiance témoignée par mes collègues de l'IRMC, et l'expérience de conception et de direction de la recherche que j'ai acquise à l'IRMC a rendu pensable un itinéraire intellectuel et un parcours personnel peu conventionnels. C'est en pensant le Maghreb que j'ai pu développer des conceptions et des pratiques de continuité de soi et des lieux de la recherche qui m'ont servi dans des réalisations et des projets de vie menés par delà les frontières.

Paysages : dans une vie de migration sérielle, il est essentiel d'avoir des points de chutes. Depuis 1992, l'IRMC à Mutuelleville fut un de ces lieux fixes dans mon histoire. Le paysage de recherche ouvert par l'IRMC d'alors, ouvrait des horizons pour repenser les frontières nationales, et pour engager des débats sur les espaces maghrébins, méditerranéens et arabes. Le paysage apparaissait différent pour chaque projet, il dépendait des questions posées, mais aussi des gens qui se réunissaient pour chercher ensemble. L'espace de la recherche doit être conçu pour permettre l'évolution d'un projet, à travers les débats et les échanges des participants. Je pense aux salles de conférences des facultés ou de *Beit al hikma*, mais aussi, des randonnées de minuit dans la cimetière de Sidi Bou Saïd, et des « colloques » à huis clos des années 2000, tenus dans la bibliothèque de l'Institut, pour pouvoir parler franchement entre quelques personnes de confiance, en espérant échanger quelques mots libres.

Rencontre : créer un programme de recherche engage une réflexion sur les types d'échanges qui peuvent dégager des questions, nourrir des débats, provoquer des idées, et souder des liens entre chercheurs. Depuis quelques années, il est devenu courant pour les anthropologues de

concevoir des recherches « multi-sites », de parler des divers modes de collaboration, et de s'inspirer des disciplines telle l'architecture pour envisager un travail « en commun » ; j'ai l'impression d'avoir eu, pour ma part, la possibilité d'expérimenter tout cela il y a déjà deux décennies entre Rabat et Tunis.



Mais avant tout, les rencontres de l'IRMC ont permis de nouer des liens avec des hommes et des femmes ; des collègues respectés, des jeunes étudiants devenus aujourd'hui

professeurs d'université, des personnels administratifs qui sont l'âme de l'institution, je pense à Christiane et Hayet notamment. Les gens associés à l'IRMC vivent aujourd'hui à Londres, à Dubaï, à New York, à Tunis ou à Marseille ; certains comme Alain Roussillon ou Nabih Jerad nous ont quitté vraiment trop tôt. En 1993 et grâce à l'IRMC, j'ai fait la connaissance de mon amie Nabih Jerad à Rabat, dans le cadre d'une recherche sur les faits divers. Nous nous recevions chez nous mutuellement, lorsque je venais à Tunis ou lorsqu'elle se rendait à Paris, puis à Washington, et plus récemment, en Californie. Nous avons collaboré à l'écriture d'un livre sur les migrations (*The Places We Share*, 2007), et depuis janvier 2011, nous travaillions à une étude sur la révolution et sur les pratiques de civilité. C'est comme si le programme d'étude sur les pratiques culturelles d'alors prenait une nouvelle vie avec le départ de Ben Ali et la possibilité de s'exprimer librement, suite au rassemblement des Tunisiens sur l'Avenue Habib Bourguiba. Nabih prit pleinement part à cette renaissance jusqu'à ce qu'elle soit la victime d'un accident de voiture en août 2012. En pensant à l'IRMC, je ne peux m'empêcher de me remémorer les souvenirs des rencontres du passé au miroir d'un horizon futur ; j'aurais tant aimé être avec Nabih à Tunis l'année prochaine, afin de présenter notre nouveau livre aux chercheurs et boursiers de l'IRMC, à Larbi et Mohammed, Jean-Philippe et Kmar, Riadh et Justin, et bien d'autres amis, collègues et collaborateurs.

La présence internationale de l'IRMC depuis Tunis

Maroc

Les vingt ans de l'IRMC



Myriam CATUSSE

est chargée de recherche au CNRS, IREMAM, Aix-en-Provence. Elle a été allocataire de recherche à l'IRMC-Rabat en 1995.

En 1995, étudiante à l'Institut politique d'Aix-en-Provence, j'étais pour la première fois accueillie à l'IRMC pour réaliser mon mémoire de master. Quelques années plus tard, c'était en tant qu'allocataire de recherche que je rejoignais l'équipe de l'IRMC dans ce qui était alors son antenne de Rabat, devenue plus tard le CESHS puis le centre Jacques Berque. Au gré de denses échanges intellectuels et amicaux, de contributions à plusieurs programmes de recherches, d'un projet de publication, et

malgré une trajectoire qui m'emmena sur d'autres terrains que ceux de la Tunisie et du Maghreb, l'IRMC demeura pour moi un point d'ancrage. Sans aucun doute, les équipes qui se succédèrent à Tunis, et leurs directions, y furent pour beaucoup. Le rôle du staff administratif aussi, tant compte dans ces laboratoires où l'on circule, sa capacité à faire mémoire comme à contribuer, au quotidien, à la recherche en acte.

Je souhaiterais donc me faire le témoin d'une génération de chercheur-es, enseignantes, expertes qui eurent l'opportunité peu commune de trouver dans leurs parcours professionnels le soutien et l'encadrement de ces laboratoires que sont les Instituts de recherche français à l'étranger et l'IRMC en particulier. Formés dans des équipes de recherches pluridisciplinaires, au plus près de leurs terrains de spécialisation, ils eurent les moyens de combiner une formation aux et par les sciences sociales avec une connaissance approfondie des sociétés étudiées. Ceci se traduit par la soutenance de nombreuses thèses de qualité (non seulement le ratio d'allocations ou de bourse d'aides à la recherche et de thèses soutenues s'y révèle meilleur que dans la moyenne nationale française, mais rares furent les

nouveaux docteurs qui ne trouvèrent de débouchés professionnels dans un contexte de crispation des recrutements dans le monde académique). Ceci se manifesta également dans le développement de réseaux d'expertise dans la région, le passage par l'IRMC et les autres IFRE de futurs diplomates, consultants, experts. C'est donc sur ce vivier de spécialistes que fut l'IRMC ces vingt dernières années que je souhaiterais mettre avant tout l'accent. En formulant le souhait que la nouvelle génération de jeunes étudiants tunisiens, maghrébins, français, européens ou autres, puisse bénéficier des mêmes conditions de spécialisation que nous pûmes le faire.



La présence internationale de l'IRMC depuis Tunis

Algérie

L'IRMC et l'Algérie, de 2009 à 2013

Depuis 2008, date de la signature d'une convention avec le CRASC (Centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle) d'Oran, l'IRMC entretient d'étroites relations avec la recherche et l'Université algérienne. Depuis fin 2008, les actions menées ont été soutenues par le Service de Coopération et d'Action Culturelle (SCAC) de l'Ambassade de France d'Alger.

Etat de la recherche en Algérie

Le paysage algérien de la recherche a été structuré dans la dernière décennie par deux lois quinquennales, celle de 2002-2007 qui a précisé le statut des enseignants-chercheurs et des centres de recherche, puis celle de 2008-2013 qui a instauré une structure permanente et autonome de coordination de la recherche (DGRST, Direction générale de la recherche scientifique et technique ; CNRST, Conseil national de la recherche scientifique et du développement technologique ; CSNER, Conseil scientifique national d'évaluation de la recherche). Chaque ministère est doté d'une unité sectorielle permanente constituée d'experts.

Les services actuellement en place toutes disciplines scientifiques confondues concernent 803 laboratoires de recherche répartis sur 36 universités, 15 centres universitaires, 16 écoles nationales, 5 écoles normales supérieures, 10 écoles préparatoires et 25 centres de recherche hors université. 25 000 étudiants sont actuellement inscrits en thèse, mais seulement 800 sont soutenues chaque année. On relève une difficulté qui est celle du manque d'enseignants de rang magistral, soit 11 000.

De 2002 à 2007, l'Algérie a enregistré une forte croissance du nombre de ses chercheurs, alors que celui-ci déclinait parallèlement en Europe et aux États-Unis - 4 %. Le secteur des sciences sociales occupe la 3^{ème} place après les sciences et techniques et les sciences fondamentales. En règle générale, on constate une désaffection de la présence des SHS dans la réponse aux appels d'offre proportionnellement à la part des autres sciences. En matière d'édition, le livre y représente un enjeu fort alors que les autres sciences privilégient la publication

d'article. Notons la difficulté des chercheurs algériens à trouver une place dans des revues indexées.

Les partenariats scientifiques

En matière de recherche institutionnalisée, les deux principaux interlocuteurs de l'IRMC ont été le CREAD (Centre de recherche en économie appliquée au développement), partenaire d'un programme FSP avec le LISE CNAM (Paris) sur l'entrepreneuriat maghrébin, et le CRASC à Oran qui noue dès 1992 une pratique de recherche collective dans un contexte d'isolement international et de lent accompagnement des jeunes chercheurs. L'IRMC s'est attaché ces dernières années à construire un réseau multilatéral tenant compte des coopérations collectives entre chercheurs et institutions multiples, sur la base d'organisation de journées d'études et de séminaires débouchant sur des publications, et d'accueil régulier de boursiers et chercheurs. Un partenariat scientifique, soutenu par l'AUF a permis d'organiser des réunions internationales avec le CRASC d'Oran en avril 2009 et février 2010 sur la thématique de la crise du travail et de l'employabilité, en septembre 2012 sur le chômage et l'insertion professionnelle des jeunes diplômés. Il a permis de mettre en relation, sous l'égide de l'IRMC, l'équipe oranaise avec des enseignants chercheurs tunisiens de l'Université de Sfax, de l'ISSHT de Tunis, de la Faculté des sciences humaines et sociales de Tunis, de l'Institut national du travail et des études sociales de Tunis - INTES) et du LISE-CNAM/CNRS Paris. Dans cette perspective, un projet d'ouvrage est à l'étude sur les questions du chômage et de l'insertion professionnelle des jeunes diplômés, devant s'élargir prochainement aux chercheurs marocains. Enfin et simultanément, une autre collaboration de l'IRMC et du CRASC a donné lieu à l'automne 2012 à la publication conjointe (coédition) d'un ouvrage sur *Le Maghreb et l'indépendance de l'Algérie*, sous la direction de Amar Mohand-Amer et Belkacem Benzenine, à l'occasion de la célébration du cinquantenaire (1962-2012). Cet ouvrage, saisissant le « moment historique » dans un éclairage rétrospectif sur son devenir, traite

de l'indépendance nationale et des processus de transitions politique et juridique, syndicale, économique et culturelle. Il en évoque les enjeux nationaux (position des Ulémas, statut des femmes, reconversion du mouvement national...). Il en questionne la confrontation et le devenir des valeurs coloniales et nationales – les anti-colonialismes juifs et européens et l'idée de nation algérienne, l'exode des rapatriés, le devenir des Harkis. Outre l'originalité de son approche pluridisciplinaire – de l'histoire à la sociologie et à la littérature, en passant par les sciences juridiques, politiques et économiques –, ce travail s'inscrit dans un échange générationnel novateur. S'y font écho les analyses de chercheurs confirmés spécialistes des questions traitées, avec celles de nombreux doctorants qui livrent les conclusions de leurs premières recherches. Il s'agit-là d'une innovation communicationnelle et éditoriale qui a pris la forme d'une publication simultanée. Grâce à l'accord des deux centres et éditeurs, et sur la base d'un même manuscrit fabriqué par l'IRMC, cet ouvrage a pu sortir aux éditions Karthala en France, et aux éditions du CRASC en Algérie (sous le titre *Les indépendances au Maghreb*), ce qui lui garantit la meilleure diffusion de part et d'autre.



Une importante collaboration universitaire a été engagée en 2010 avec l'Université d'Alger 2 Bouzaréa et son département de sociologie, avec le soutien du

La présence internationale de l'IRMC depuis Tunis

Algérie

service de coopération universitaire du SCAC de l'Ambassade de France en Algérie. La thématique retenue en a été la question de la jeunesse et des violences scolaires au Maghreb. Une première rencontre s'est tenue à Tunis les 8 et 9 mars 2011. Celle-ci a associé l'IRMC, le Département de sociologie d'Alger, l'Université de Franche-Comté, avec le laboratoire C3S (Culture, Sport, Santé, Société) coordonné par Gilles Ferréol. Elle a réuni 15 chercheurs, dont 6 Algériens, 3 Français, 1 Libyen, 1 Mauritanien et 4 Tunisiens. Une seconde rencontre a eu lieu les 17 et 18 décembre 2011 à Alger, dans un partenariat renforcé avec les chercheurs tunisiens, par l'implication de membres de l'INTES). Ce colloque a rassemblé sous l'égide de l'IRMC une équipe de 7 communicants tunisiens, quatre français et un libyen. 5 communications ont été présentées par l'Université d'Alger 2. En présence d'un public d'enseignants chercheurs, d'étudiants, et de praticiens, évalué entre 100 à 200 personnes/jour. Les Actes de ces manifestations sont sous presse aux éditions Inter-communications (Fernelmont, collection « Mondes méditerranéens »).

Mises en réseaux et échanges scientifiques

En 2010, une importante mise en réseaux scientifiques a été conduite par deux chercheurs boursiers de l'IRMC. L'une sur « L'histoire de la nationalité algérienne et la constitution d'une nationalité post coloniale dans les pays du Maghreb » (Noureddine Amara), avec d'une part les Archives Nationales d'Algérie et d'autre part les Archives de Wilaya à Oran et à Constantine, en relation avec les Archives diplomatiques de Nantes ; dans ce cadre, a été organisé à l'IRMC le 30 avril 2011 une journée d'échanges scientifiques sur les « Nationalités et empires au prisme de la question de la souveraineté », par la mise en réseau d'historiens et de politologues sur « États et nationalités au Maghreb ». L'autre sur « Les artistes peintres et la guerre d'Algérie de 1954 à nos jours » (Emilie Goudal), avec le CCF d'Alger, le centre des

Glycines, la bibliothèque du Musée national des Beaux-Arts d'Alger, et le Centre des Archives du ministère algérien de la Culture. À ce titre, des contacts sont régulièrement entretenus avec le Centre d'étude et de recherche Les Glycines à Alger qui a reçu à plusieurs reprises des chercheurs de l'IRMC.

Dans le cadre de l'animation et de la création de liens scientifiques depuis l'IRMC, notons de réguliers échanges visant à la construction de réseaux par la valorisation et la connaissance des travaux algériens à partir des programmes de recherche, des animations et des productions scientifiques de l'IRMC. Ainsi les rencontres sur *Le Maghreb et ses africanités, l'identité nationale au regard de ses altérités* coordonnées par Stéphanie Pouessel, ont permis de mieux connaître les travaux du CNRPAH d'Alger sur la négrophobie en Algérie, ou de l'Université de Birzeit à Ramallah (Palestine) sur l'intégration des Noirs en Algérie. De même les journées sur *Les mouvements sociaux en ligne, cyberactivisme et nouvelles formes d'expressions en Méditerranée* coordonnées par Sihem Najar, ont contribué à interroger « les mouvements sociaux en ligne et les nouvelles formes d'expression contestataire à travers l'exemple algérien » (Université d'Annaba), et « les jeunes et l'usage politique de l'Internet en Algérie » (CRASC d'Oran). Des contacts avec l'Université de Bejaïa ont de même été amorcés, notamment avec les Départements communication, économie managériale et sociologie sur les thèmes de l'entrepreneuriat transméditerranéen ainsi que sur les usages de l'Internet. À ce titre l'équipe de Béjaïa fait partie du projet de GDRI présenté par l'IRMC au CNRS sur les pratiques des NTIC en Méditerranée. Citons aussi les présences invitées de représentants du LISODIL Laboratoire de Linguistique, Socio-linguistique et Didactiques des Langues d'Alger 2 (programme *Dire en langues* coordonné par Myriam Achour-Kallel), et de l'Institut d'Archéologie d'Alger 2 (cycle tourisme et patrimoine). Outre l'accueil de nombreux chercheurs du CRASC, mentionnons

l'invitation régulière de conférenciers algériens autour des animations scientifiques, telles les conférences de Mme Hallouma Chérif (Université d'Oran), sur « La construction de l'identité personnelle chez les algériennes », ou de M. Youcef Fatès sur « l'histoire des usages sociopolitiques et associatifs du sport en Algérie ».

Les formations doctorales

Poursuivant l'objectif d'encourager les jeunes chercheurs algériens, déjà maîtres assistants à l'université, à finaliser leur thèse et à développer la méthodologie de la soutenance, l'IRMC a organisé en partenariat avec le Consortium des Universités de l'Est-algérien (universités de Skikda, Annaba, Constantine, Guelma, Oum el-Bouaghi) et avec le soutien du SCAC d'Alger, du 7 au 12 décembre 2009 à Hammamet, des « Doctoriales en sciences humaines et sociales : formation à la méthodologie et aux techniques de recherche ». Puis une seconde session s'est tenue à Sousse en décembre 2010, rassemblant sur cinq jours trente doctorants et 8 encadrants autour de deux objectifs : « la finalisation de la thèse » et « l'écriture des articles scientifiques », en collaboration avec le Consortium des universités de l'Est-algérien et le CERES de Tunis et l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF). Ces actions visent à assurer un soutien et un accompagnement méthodologique et théorique aux doctorants, en les aidant à dépasser les blocages, à s'intégrer dans le monde de la recherche et à valoriser leurs compétences en matière de rédaction d'articles scientifiques à partir des thèses en cours. Dans la même perspective, s'est tenu à Oran les 17-21 janvier 2013 une école doctorale algéro-tunisienne (16 doctorants dont 8 Algériens, 8 Tunisiens et 6 encadrants) ayant pour thème « Les représentations sociales : théories et approches méthodologiques », co-organisée entre l'IRMC et la Faculté des sciences sociales de l'Université d'Oran (Département de psychologie), la Maison du Doctorant (Université d'Oran), l'Institut



La présence internationale de l'IRMC depuis Tunis

Algérie

Supérieur des sciences humaines et sociales de Tunis, avec une conférence du Pr. Denise Jodelet, directrice d'études à l'EHESS-Paris. Notons aussi dans le cadre de l'atelier doctoral *Les méthodes d'observation en démographie et sciences sociales*, Hammamet (Tunisie), 18-20 juin 2012 co-organisé par l'ED-FSHST-Tunis - INED-Paris-IRMC-Tunis, CRASC-Oran, AMER-Maroc, la prise en charge et la formation de 5 étudiants du CRASC-Oran.

L'accueil des boursiers

Outre l'accueil d'une dizaine de séjours scientifiques de courte durée (avec le CRASC d'Oran, l'Université Abderrahmane Mira de Béjaïa), l'IRMC a mis en place avec le soutien du SCAC de l'ambassade France à Alger une coopération transversale Sud/Sud en matière d'accueil (un à trois mois), de boursiers francophones. À ce titre en 2010, 2011 et 2012, 12 bourses ont été accordées sur l'Algérie pour une durée de 27 mois. Leurs profils se décomposaient ainsi : résidents en Algérie sur un terrain de recherche situé en Algérie et en séjour dans une université

française (cotutelle), résidents en Algérie et en séjour de terrain (comparaison) en France, résidents et inscrits en France ou en Europe et en bourse de terrain en Algérie, résidents en Algérie et inscrits dans des échanges Sud/Sud d'Algérie vers la Tunisie, dans une approche comparative et en séjour de thèse à l'IRMC, résidents en Tunisie et en séjour de terrain en Algérie. Les thématiques des travaux proposés recouvraient de vastes thématiques disciplinaires : le projet de vie des adolescents marginaux en réinsertion sociale à Oran (psychologie), les violences scolaires en milieu urbain sensible à Constantine (sociologie), les centralités périphériques des villes de l'Est-algérien (géographie urbaine), les associations féminines en Algérie, en Tunisie et au Maroc (sociologie), les petites et moyennes entreprises algériennes (socio économie), le colonialisme dans les relations franco-algériennes (sciences politiques), les politiques publiques et l'espace commémoratif de l'Algérie coloniale (histoire), les proverbes kabyles (socio-anthropologie), les systèmes oasiens en Algérie (géographie rurale), la femme ibadite

dans la région du Mزاب (anthropologie), étude comparative de l'histoire des archives tunisiennes et algériennes (histoire)...

De manière à capitaliser et à valoriser les aides ici évoquées, l'IRMC étudie actuellement un projet de « séminaire-atelier d'écriture » rassemblant 15 boursiers algériens suivis par lui en 2010, 2011 et 2012, en vue de l'écriture d'un article synthétique et à paraître dans un collectif consacré à la jeune recherche, *Penser la société algérienne aujourd'hui*.

Enfin, il importe de souligner que les actions conduites par l'IRMC ne s'inscrivent pas seulement dans une relation bilatérale entre la France et l'Algérie. Les chercheurs algériens reçus à l'IRMC ou invités dans des programmes en réseaux y découvrent notamment leurs homologues tunisiens ou marocains. L'IRMC devient alors un passeur, assurant en corollaire de sa présence francophone, une position de coordinateur scientifique international et de relais intra maghrébin.

Pierre-Noël Denieuil



Djaouida LASSEL

est doctorante en sociologie à l'IREMAM (Aix-Marseille 1).

Grâce à la bourse d'études de moyenne durée de l'IRMC, j'ai pu séjourner durant 3 mois (2011-2012) à Tunis. Ce séjour s'est inscrit dans le cadre d'un doctorat en sociologie débuté en octobre 2010, intitulé « *Action des associations féminines : étude comparée sur l'évolution du statut de la femme en Algérie et au Maghreb (Maroc et Tunisie)* ». Cette recherche s'appuie sur un travail de terrain important et le séjour en Tunisie était essentiel, notamment pour rencontrer les acteurs de la société civile s'étant engagés pour la défense des droits des femmes, dont entre autres l'AFTURD, l'ATFD, puis des responsables institutionnels autour de la condition féminine, ce qui a permis de donner corps à mon travail.

Le second objectif de mon séjour était de bénéficier des ressources bibliographiques. La richesse de la bibliothèque de l'IRMC m'a permis de consulter les ouvrages et articles dont je n'avais pas encore pu prendre connaissance, et qui ne sont pas disponibles dans les bibliothèques aussi bien algériennes que françaises.

Enfin, le troisième objectif de mon séjour était d'acquérir une nouvelle expérience dans la recherche en sciences sociales et de renforcer mes compétences de la pratique et de la culture scientifiques au sein de l'IRMC. J'ai pu y trouver un bureau où travailler, avec accès à internet, et des repas à partager avec toute l'équipe.

Étant arrivée dans une période où les Tunisiens étaient à l'épreuve des premières élections révolutionnaires, ce fut l'occasion pour moi d'assister à un nombre de séminaires et conférences scientifiques extrêmement enrichissants, portant sur la démocratie, les transformations du politique en Tunisie et dans les pays arabes, etc. Par ce biais, j'ai pu avoir des discussions fructueuses et enrichissantes avec des conférenciers locaux et étrangers.

En outre, j'ai eu l'occasion d'assister à d'autres conférences directement liées à mon sujet à travers d'autres institutions

gouvernementales et associatives à Tunis et à Hammamet ce qui m'a permis de nouer de nouveaux contacts. Séjourner à Tunis était également propice à vivre le grand changement social que vient de connaître la population tunisienne. Étant algérienne je me suis facilement intégrée dans l'environnement puisque je partage la même culture et la tradition, et je parle la même langue, ce qui m'a permis de renforcer des liens de solidarités et amicaux. Ce séjour à l'IRMC a été une réussite sur tous les plans : professionnel, académique et humain, je n'aurais pu rêver meilleur accueil et plus grande sympathie et soutien de la part de toute l'équipe de cet institut, son directeur, son personnel comme ses chercheurs.

Je souhaite qu'à l'avenir, l'institut ne cesse d'être cet acteur de partenariat et continue à contribuer au développement de la recherche en sciences sociales sur la région maghrébine en collaboration avec la communauté scientifique française, européenne et maghrébine. J'invite tous les doctorants et chercheurs algériens qui mènent des recherches en sciences sociales et souhaitent vivre un séjour enrichissant humainement, scientifiquement et professionnellement à séjourner à l'IRMC !

La présence internationale de l'IRMC depuis Tunis

Algérie

Partenariat IRMC/CRASC



Nouria BENGHABRIT-REMAOUN est directrice de recherche en socio-anthropologie de l'éducation, et directrice du CRASC, Oran.

Le Centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle (CRASC) vient de marquer en 2012 ses vingt années d'existence en organisant un certain nombre de manifestations scientifiques. L'IRMC s'apprête à vivre aussi sa vingtième année. Ce sont donc deux institutions de recherche qui ont à peu près la même durée d'existence et dont la contribution au service de la recherche en sciences sociales dans l'espace maghrébin, est connue et reconnue. Durant la période écoulée, une tradition de collaboration et de partenariat s'est tout naturellement instaurée entre nos deux organismes. Nous pouvons ainsi rappeler quelques-unes de nos actions communes menées dans le passé ou toujours en cours de réalisation : **Depuis 2003** le CRASC échange avec l'IRMC, les directeurs Michel

Caumau, Pierre Robert Baduel, Pierre-Noël Denieuil.

Les différentes rencontres :

- **18-19 février 2007** : Rencontre au CRASC FSP-IRMC « Etudiants étranger au Maghreb et dans l'espace euro-méditerranéen ».
- **2 juillet 2008** : Signature convention de partenariat scientifique.
- **25 novembre 2008** - Rencontre au CRASC pour la mise en œuvre de la convention (avec les directeurs de division, des chercheurs associés – IRMC).
- **31 mars-1^{er} avril 2009** : Rencontre au CRASC avec l'IRMC lors d'un groupe de travail sur *Crise du travail et employabilité*. Deux journées très intenses d'échanges associant quatre institutions : CRASC, IRMC, Université d'Oran et Université de Tunis.
- **23-24 février 2010** : Rencontre à l'IRMC avec l'équipe du CRASC sur *Travail emploi*.
- **17-18 septembre 2012** : Rencontre au CRASC avec l'équipe de l'IRMC sur *Crise du travail*.

Les projets et ouvrage communs

Projet partenariat : IRMC/CRASC/AUF

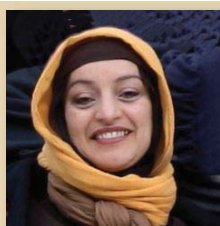
- **Ouvrage** : IRMC/CRASC : « Les indépendances au Maghreb » sous la

direction de Amar Mohand-Amer et Belkacem Benzenine, Ed. CRASC, 2012.

- **Projet d'ouvrage** : 2013, avec l'Université de Tunis et l'IRMC sur : *Politique de l'emploi, insertion des jeunes et employabilité : analyse comparative entre l'Algérie et la Tunisie*.

- **Les bourses** : 1 à 3 mois en faveur des jeunes chercheurs. D'autres actions seront menées sans doute dans le futur, à deux ou avec la contribution d'autres organismes de recherche au Maghreb et ailleurs, et les activités menées lors de ces deux dernières décennies commencent à constituer une base d'expérience permettant de mieux asseoir notre coopération. Un objectif central continuera à guider notre action commune : contribuer à la formation des jeunes chercheurs dans les disciplines les plus diverses, et préparer l'émergence d'une nouvelle génération de travailleurs scientifiques qui sont à la hauteur des exigences de l'époque et du monde dans lequel nous vivons.

Tout en renouvelant notre haute appréciation des actions jusqu'ici menées en commun, nous ne pouvons que souhaiter bon anniversaire à nos collègues de l'IRMC et beaucoup de succès encore à une institution qui participe de façon bénéfique pour tous à affiner le savoir portant sur nos sociétés en France et en Europe, tout en contribuant à dessiner le paysage scientifique du Maghreb de demain.



Khedidja MOKEDDEM est maître de recherche au CRASC d'Oran.

Dans le cadre de la mobilité Sud/Sud et dans le but de soutenir ma recherche de doctorat qui a porté sur « le projet de vie chez les adolescents-es marginales », l'Institut de recherche sur le Maghreb

contemporain (IRMC) m'a attribué une bourse de courte durée pour la période allant du 20/09/2010 au 20/12/2010.

Cette bourse a été d'un grand apport dans la finalisation de mon travail de thèse de doctorat. D'abord par le contact direct avec nombre de chercheurs de l'IRMC ou invités à l'IRMC, m'ayant permis de discuter mon travail, d'enrichir mes connaissances et mes données et de confronter mes idées. Ensuite par l'accès à la documentation et le contact avec d'autres doctorants. Outre les rencontres avec les nombreux conférenciers, Jean Salem, Mohamed Kerrou, Sylvie Mazzella et François de Singly, j'ai pu rencontrer un socio-économiste, Jean-

Louis Laville ou des anthropologues tels Mondher Kilani ou Renato Ortiz.

J'ai aussi pu assister à des rencontres en réseaux tels le colloque organisé par Myriam Achour, intitulé « Dire en langue : analyses en anthropologie du langage, une comparaison de terrain » Je citerai aussi des rencontres avec le Centre des archives tunisiennes et enfin une deuxième participation aux doctorales tenues à Sousse en décembre 2010, sur la formation à la méthodologie et aux techniques de recherches et initiation à la rédaction d'articles scientifiques, une autre occasion de consolider ma formation et de développer mon activité de recherche.

La présence internationale de l'IRMC depuis Tunis

Libye

L'IRMC et la Libye, de 2009 à 2012

Durant les années 2000, les actions de recherche développées par l'IRMC avec la Libye se sont heurtées au fort cloisonnement existant entre les institutions universitaires et les centres de recherche libyens, dû notamment à l'absence d'équipes de recherche permanentes.

En marge de séminaires organisés à Aix-en-Provence et sous l'égide de travaux menés à l'époque par Olivier Pliez, deux missions de l'IRMC ont été conduites en Libye en 2001 et 2002, par Hassan Boubakri (géographe à l'Université de Sousse) et Jean-Philippe Bras (directeur de l'IRMC). En 2003 fut signée une convention entre le *Markez el Jihad* et l'IRMC. Le *Markez el Jihad*, fondé en 1977 par le Dr Mohamed Tahar Jarrari, possède une importante bibliothèque de cassettes numérisées sur la Libye. Il est devenu en 2010 le Centre des archives nationales et des études historiques de Tripoli. Une mission effectuée en 2005 par Pierre Robert Baduel (directeur de l'IRMC) a pu susciter le projet d'une confrontation d'historiens autour de la question de l'administration française du territoire du Fezzan après la Seconde Guerre mondiale. En mars 2009, l'IRMC a souhaité construire une stratégie de travail dans la durée en mobilisant des chercheurs de diverses disciplines (géographie, sociologie, histoire, sciences politiques, droit), et en confrontant deux types de regards, celui des chercheurs libyens sur leur propre société et celui des chercheurs tunisiens sur la société libyenne, mais aussi sur les relations croisées entre les deux pays et *via* une approche francophone. L'objectif de ce groupe était, d'une part, de participer à la mise en réseaux de chercheurs de différents pays maghrébins et européens et, d'autre part, d'amorcer un programme de recherche spécifique devant déboucher sur l'organisation d'une manifestation suivie de publications.

Il s'en est suivi en mai 2009 une mission à Tripoli réunissant le directeur de l'IRMC et quatre chercheurs tunisiens : Hassan Boubakri, Fathi Lissir et Mouldi Lahmar, coordonnée par Moncef Ouannes. Un séminaire interdisciplinaire fut alors organisé par l'IRMC à Tunis en décembre 2009 sur l'implantation militaire de la France au Fezzan entre 1943 et 1956. Les années 2010 et 2011 ont été consacrées à des échanges historiographiques et à la finalisation supervisée par Moncef Ouannes, d'un

ouvrage en version bilingue (arabe/français) paru en octobre 2012, en co-édition Cérès Editions/Tunis, centre des Archives de Tripoli et IRMC, intitulé : *Une histoire méconnue. Les relations libyo-françaises au Fezzan de 1943 à 1956. Regards croisés Libye, France, Tunisie.*

Cet ouvrage retrace les grandes lignes de l'implantation de la France sur le territoire du Fezzan dans le Sud-libyen aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale. Il en analyse les visées politiques, les conditions d'occupation militaires et administratives, ainsi que le vécu des populations, de l'alliance à la résistance, jusqu'à l'indépendance libyenne et l'évacuation définitive en 1956. Dans un esprit de dialogue intellectuel entre les deux rives de la Méditerranée, ce livre rassemble des regards d'historiens, de sociologues, de politologues et de géographes libyens, tunisiens et français soucieux de croiser leurs savoirs. Du regard français, il ressort que cette période serait moins militaire que politique. Les Libyens de leur côté décryptent les dynamiques nationales et régionales (Algérie, Tunisie) des réseaux de résistance. Et les chercheurs tunisiens forts de leur regard distancié du pays d'à côté, se penchent sur les savoirs construits par la France, sur les stratégies d'alliances avec les dignitaires libyens, et les mémoires politiques.

Cette recherche a permis de livrer à l'actualité le portrait d'une Libye contemporaine comme cible et enjeu international majeur, en interaction constante avec les événements se déroulant aux différentes

échelles : méditerranéenne, africaine, arabe et internationale. Il a ainsi été proposé un autre type d'écriture de l'histoire entre la France et la Libye et avec la Tunisie, qui consiste moins à « juger » qu'à « gérer un passé » pour construire un présent et à reconsidérer les faits en confrontant leur pluralité, en questionnant leurs interprétations. Il s'agit là d'une double initiative à poursuivre tant dans le domaine de la coopération multilatérale en sciences humaines et sociales que dans celui de la réécriture de l'histoire coloniale par la confrontation et l'échange interdisciplinaires sur des sociétés témoins et actrices des événements.

Publié en édition bilingue et au Maghreb par l'IRMC, il constitue un précédent historiographique en matière de traduction, et contribue ainsi à toucher un vaste public tant en Europe et dans la francophonie qu'au Maghreb et dans le monde arabe. Il ouvre la voie à une prochaine collaboration de l'IRMC avec le Centre des archives nationales et des études historiques de Tripoli, l'ISHMN (Institut supérieur d'histoire du mouvement national à Tunis), et la Casa de Velasquez à Madrid, sur l'histoire orale, ses techniques et ses méthodes disciplinaires, ses objectifs et ses finalités en matière de préservation des mémoires nationales.

Pierre-Noël Denieul



La présence internationale de l'IRMC depuis Tunis

Libye

l'IRMC réseau d'échange scientifique au Maghreb



Nora LAFI

est historienne. Elle est actuellement chercheuse au Zentrum Moderner Orient (ZMO) de Berlin. Elle a été allocataire de recherche à l'IRMC de 1995 à 1998.

J'ai été allocataire de recherche à l'IRMC de 1995 à 1998, puis j'ai prolongé d'un an mon séjour jusqu'en 1999, grâce au prix Jean-Pierre Thieck. J'y ai préparé ma thèse de doctorat, consacrée à l'histoire urbaine de Tripoli entre les XIX^e et XX^e siècles. Cette période a été pour moi marquée par un partage de mon temps entre Tunis, où, tout en habitant à Carthage, je participais intensément à la vie collective de l'IRMC, et Tripoli, où j'étais plongée dans les extraordinaires archives de la période ottomane et dans l'activité intellectuelle du centre de recherches historiques local. Je commençais aussi à cette époque à découvrir à Istanbul les archives centrales de l'Empire ottoman. De mes aller-retour entre Tunis et Tripoli, rendus inconfortables par la situation d'embargo à laquelle la Libye était alors soumise (mais c'est bien sûr la population libyenne qui pâtissait le plus de cette situation), je retiens, plus que le passage d'une dictature à une autre, le contraste entre deux milieux d'historiens totalement différents.

À Tunis, la vie intellectuelle, tout comme la vie quotidienne, était contrainte par la pesanteur intrusive de l'État policier, ainsi que par le poids sur les carrières de l'appartenance au parti unique, mais en même temps connectée à l'horizon international, essentiellement français. Tunis vivait ainsi dans une sorte de fiction où l'illusion d'une société ouverte butait sur les réalités de l'oppression et de la corruption. Tout autant que le consumérisme servait de paravent à la privation de liberté réelle et à l'aggravation des injustices sociales, le débat intellectuel faussement ouvert servait de façade à destination de l'opinion internationale d'une Tunisie bien moins souriante qu'il n'y paraissait. Ce qui n'empêchait pas l'existence de moments d'échange sincères. Dans ce contexte, la posture à adopter à l'IRMC, mais aussi dans la vie de chacun des chercheurs, était délicate : éviter les compromissions tout en jouant la carte d'une ouverture nécessairement positive, sans pour autant se faire prendre au piège de l'angélisme souriant au service du régime.

À Tripoli la vie intellectuelle était à la fois, tout en étant soumise aussi aux contingences, souvent rudes et cruelles, de la dictature, plus isolée et plus libre d'une certaine manière : les intellectuels de gauche ou de la tendance islamiste modérée pouvaient critiquer à demi-voix le régime en cercle semi-public, chose impensable pour les Tunisiens, qui réservaient leurs critiques au cercle strictement privé. Dans le même temps, les islamistes radicaux étaient violemment combattus. Tripoli vivait ainsi dans une autre illusion peut-être, celle d'une société naviguant à tâtons entre héritage du marxisme, inertie du nationalisme et islamisme, la définition d'une histoire

renouvelée étant dans ce contexte un enjeu fort, au miroir aussi du nationalisme construit sur une lutte anti-fasciste apparaissant insuffisante désormais à cimenter l'identité nationale. Je retiens comme symbole de cette ambiguïté pour l'histoire le nom même du centre de recherche dans lequel j'étais accueillie : le *markez al-Jihad*. Le terme *Jihad* désignait la Résistance anti-fasciste mais était devenu bien encombrant dans un monde où le terme prenait un tout autre sens, rendu plus agressif de jour en jour. Dans chacun de ces milieux, moi qui était perçue autant comme Algérienne que comme Française selon les situations, j'ai pu parvenir à nouer des relations fortes, autant humainement que sur le plan scientifique, et à faire de ce séjour à l'IRMC une période fondatrice de mon expérience de recherche. Bien sûr, le positionnement de l'IRMC ne me convenait-il pas toujours : trop proche d'une histoire à la française n'ayant pas fait tous ses comptes avec la posture coloniale, trop proche d'une histoire officielle tunisienne ayant filtré ses éléments de dissidence, trop hésitant à nouer des relations plus profondes avec les historiens libyens, trop timide dans le grand mouvement de relecture de l'histoire ottomane de la Tunisie. Mais d'un autre côté je me disais que ma présence à l'institut était un signe allant dans le sens de ces possibles ouvertures, et je garde de ce séjour non seulement le souvenir d'une période de travail intense et décisive dans ma propre maturation intellectuelle, mais aussi celui d'années fondatrices dans le façonnement de mon réseau d'échange scientifique au Maghreb et au-delà. J'en garde aussi toute une série de projets autour et pour l'IRMC, et surtout d'indéfectibles amitiés.



Moncef OUANNES

est professeur à l'Université de Tunis et spécialiste de la Libye

Je ne peux omettre de citer que l'IRMC, m'a intégré au projet de coopération scientifique avec la Libye représenté par le Centre des archives et des études historiques (ancien *Markaz el-jihad*). Cette coopération est passée par des moments d'hésitation et de rupture et c'est grâce à l'IRMC qu'elle a pu être sauvée et redynamisée parce qu'elle constitue pour lui un véritable engagement.

Cette volonté a permis donc d'organiser à Tunis un colloque international sur la présence française au Fezzan entre 1943-1956 et qui a réuni pendant deux journées des chercheurs libyens, français et tunisiens. Les travaux rassemblés ont produit une année après un bel ouvrage intitulé : *Une histoire méconnue : les relations libyo-françaises au Fezzan*.

La présence internationale de l'IRMC depuis Tunis

Tunisie

L'IRMC, un pont entre les cultures



Abdelmajid CHARFI

est professeur émérite de Civilisation arabo-musulmane à l'Université de La Manouba.

Depuis l'indépendance, les relations entre la Tunisie et la France ne furent pas toujours sereines et harmonieuses sur le plan politique. En revanche, sur le plan culturel, des efforts soutenus de part et d'autre furent fournis afin de dépasser les difficultés héritées de la période coloniale et instaurer une coopération au profit des deux parties. La présence de milliers de coopérants français dans l'enseignement secondaire aux premières années de l'indépendance fut à l'origine de l'extension de la connaissance et de l'usage du français à un niveau jamais atteint durant les années du protectorat. En même temps, sans cette présence, la Tunisie aurait eu du mal à mener une politique ambitieuse de généralisation de cet enseignement. La jeune université tunisienne a également bénéficié de l'apport de dizaines de compétences françaises dans presque toutes les disciplines, ce qui lui a permis de connaître un démarrage honorable.

L'IRMC s'inscrit naturellement dans cette coopération. Les Français le voulaient au départ un institut calqué sur les centres culturels français qui existent un peu partout dans le monde. Mais les Tunisiens étaient réticents à admettre l'installation sur leur sol fraîchement reconquis d'une institution étrangère sur laquelle ils n'avaient point le moindre droit de regard. Il a fallu attendre que les Américains acceptent le principe d'un comité mixte de suivi lors de la création du CEMAT pour que la partie française se résigne à accepter ce même principe. Ayant eu le privilège d'être désigné par les autorités tunisiennes de l'époque membre des deux premiers comités mixtes, tuniso-

américain et tuniso-français, je peux affirmer que la formule retenue est à maints égards une réussite.

Formé, du côté tunisien, du directeur de la recherche scientifique au ministère de l'Enseignement supérieur, ès qualités, et de deux universitaires, le comité de suivi de l'IRMC se réunit au complet lors d'une session annuelle, alternativement à Tunis et à Paris. C'est à lui que revient la tâche de tracer les grandes lignes de la politique de recherche, de documentation, d'accueil, d'encadrement et de coopération de l'Institut en fonction des différentes contraintes humaines et budgétaires. La présence de son directeur aux réunions annuelles permet entre autre d'analyser les orientations de l'institution et de les infléchir éventuellement, afin que les choix effectués s'inscrivent dans la durée et ne dépendent pas uniquement de la personnalité et de la formation du responsable. Il s'agit surtout de concilier les attentes des deux parties et de les faire converger vers des actions où elles trouvent un intérêt réciproque.



Étant un institut de recherche en sciences humaines et sociales, l'IRMC est une institution qui occupe une place de choix à l'heure de l'impérialisme des sciences dures et de la technologie qui poursuit des objectifs immédiats de rentabilité économique. Les jeunes chercheurs trouvent en lui un cadre approprié pour se familiariser avec le terrain et explorer de nouveaux horizons, s'ils sont français et européens, et être en contact avec les recherches de pointe et les problématiques les plus récentes dans leur domaine, s'ils sont tunisiens. Les

différents séminaires organisés au sein de l'Institut et les nombreuses conférences données dans son enceinte par des universitaires invités spécialement ou de passage à Tunis sont autant d'occasions pour débattre librement et en toute sérénité de questions qui concernent les différents aspects de l'homme et de la société, sans que les participants se soucient des conditions politiques conjoncturelles, favorables ou défavorables.

Les résultats obtenus sont certes satisfaisants, eu égard notamment aux moyens limités mis à la disposition de l'IRMC. Mais beaucoup reste à faire. La coopération structurée avec les universités tunisiennes, aussi bien celles de la capitale que celles de l'intérieur, est encore limitée. Après la création à Rabat du Centre Jacques Berque, qui s'occupe en premier lieu du Maroc et de la Mauritanie, l'IRMC ayant une vocation maghrébine devrait accorder plus d'importance aux sujets qui concernent également l'Algérie et la Libye, en plus de la Tunisie, ou plutôt aux sujets transversaux concernant tout le Maghreb. Les sciences de l'homme et de la société sont, comme toutes les sciences, universelles. Elles ne reconnaissent les frontières politiques, géographiques, religieuses ou linguistiques qu'en tant que réalités spécifiques incluses dans cette universalité. Soumettre ces spécificités à une perspective universelle est donc dans la nature des activités de recherche dans ces sciences.

Et là, l'apport de l'Institut est toujours le bienvenu, car il fait fonction de pont entre, d'une part, la culture tunisienne en particulier et la culture arabo-islamique en général, et, d'autre part, la culture française en particulier et la culture occidentale dans son ensemble. Le jour où il fera connaître à la communauté scientifique européenne les préoccupations des chercheurs maghrébins exprimées surtout en langue arabe, et leurs contributions, aussi modestes soient-elles, à la science historique, sociologique, linguistique, juridique, religieuse, politique, économique, etc., il participera à faire de ce pont une voie de passage à double sens et non à sens unique. Œuvre exaltante qui nécessite de la clairvoyance, de la lucidité et du courage. Il n'est pas chimérique de penser que l'IRMC répondra chaque jour davantage à cette exigence de dialogue entre les cultures, et par suite d'entente entre les habitants des deux rives de la Méditerranée.